



# Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale  
25 septembre 2015  
Français  
Original : anglais

## Comité des droits de l'homme

### Communication n° 1950/2010

#### Constatations adoptées par le Comité à sa 114<sup>e</sup> session (29 juin-24 juillet 2015)

*Communication présentée par :* Viktor Timoshenko (non représenté par un conseil)

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Bélarus

*Date de la communication :* 26 janvier 2009 (date de la lettre initiale)

*Références :* Décision prise par le Rapporteur spécial en application de l'article 97 du règlement intérieur, communiquée à l'État partie le 18 mai 2010 (non publiée sous forme de document)

*Date des constatations :* 22 juillet 2015

*Objet :* Détention arbitraire

*Question(s) de procédure :* Droit pour une tierce partie de soumettre une communication individuelle au nom d'une victime présumée

*Question(s) de fond :* Détention arbitraire

*Article du Pacte :* 9

*Articles du Protocole facultatif :* 1, 2, 3



## Annexe

### **Constatations du Comité des droits de l'homme au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (114<sup>e</sup> session)**

concernant la

#### **Communication n° 1950/2010\***

*Présentée par :* Viktor Timoshenko (non représenté par un conseil)

*Au nom de :* L'auteur

*État partie :* Bélarus

*Date de la communication :* 26 janvier 2009 (date de la lettre initiale)

*Le Comité des droits de l'homme*, institué en vertu de l'article 28 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Réuni le 22 juillet 2015,*

*Ayant achevé* l'examen de la communication n° 1950/2010 présentée par Viktor Timoshenko en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques,

*Ayant tenu compte* de toutes les informations écrites qui lui ont été communiquées par l'auteur de la communication et l'État partie,

*Adopte* ce qui suit :

#### **Constatations au titre du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif**

1. L'auteur de la communication est Viktor Timoshenko, de nationalité biélorussienne, né en 1965. Il se déclare victime d'une violation par le Bélarus des droits qu'il tient des paragraphes 3 et 4 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Protocole facultatif est entré en vigueur pour l'État partie le 30 décembre 1992. L'auteur n'est pas représenté par un conseil.

#### **Rappel des faits présentés par l'auteur**

2.1 Le 27 novembre 2008, l'auteur a été arrêté par des agents du Comité de la sécurité de l'État et conduit au Bureau du Procureur général, où un enquêteur de haut rang chargé des affaires particulièrement graves l'a informé qu'il faisait l'objet d'une procédure pénale au titre de l'article 16, paragraphes 4 et 6, et de l'article 431, paragraphe 1, du Code pénal du Bélarus (complicité d'acte de corruption). Le même

---

\* Les membres du Groupe de travail dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Yadh Ben Achour, Lazhari Bouzid, Sarah Cleveland, Olivier de Frouville, Yuji Iwasawa, Ivana Jelić, Duncan Muhumuza Laki, Photini Pazartzis, Mauro Politi, Sir Nigel Rodley, Victor Manuel Rodríguez-Rescia, Fabián Omar Salvioli, Dheerujall Seetulsingh, Anja Seibert-Fohr, Yuval Shany, Konstantine Vardzelashvili et Margo Waterval. Le texte d'une opinion individuelle (concordante) signée de Fabián Omar Salvioli est joint aux présentes constatations.

jour, en son absence, le Procureur général adjoint a approuvé son placement en détention provisoire à titre de mesure de contrainte.

2.2 Le 5 décembre 2008, l'auteur a été informé que la veille, 4 décembre, il avait été inculpé au titre de l'article 16, paragraphes 4 et 6, et de l'article 431, paragraphe 1, du Code pénal.

2.3 Les 28 novembre 2008, 10 décembre 2008 et 15 janvier 2009, le conseil de l'auteur a porté plainte auprès du Procureur général afin de dénoncer l'illégalité des actes commis par ses subordonnés relativement à l'arrestation et à la détention arbitraires de l'auteur et aux poursuites engagées contre celui-ci. Cependant, en violation de la loi, ces plaintes ont été transmises aux subordonnés en question, qui les ont rejetées<sup>1</sup>.

2.4 Le 30 décembre 2008, le conseil de l'auteur a saisi le tribunal du district central de Minsk pour contester la décision du 27 novembre 2008 par laquelle le Procureur général adjoint avait ordonné le placement en détention provisoire de l'auteur. Le 10 janvier 2009, le tribunal du district central de Minsk a rejeté le recours au motif que le paragraphe 1 de l'article 126 du Code de procédure pénale prévoit le placement en détention provisoire de toute personne soupçonnée d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à deux ans. Le tribunal a conclu que l'auteur avait été placé en détention le 27 novembre 2008 parce qu'il était soupçonné d'une infraction visée aux articles 16, paragraphes 4 et 6, et 431, paragraphe 1, du Code pénal. Il a constaté en outre que le droit de l'auteur d'avoir un défenseur avait été respecté, que son placement en détention provisoire avait été approuvé par une personne autorisée (un procureur) conformément aux dispositions en vigueur et que le Procureur général adjoint avait motivé sa décision d'appliquer cette mesure de contrainte.

2.5 Le 15 janvier 2009, le conseil de l'auteur a fait appel de la décision susmentionnée devant le tribunal municipal de Minsk, en invoquant précisément une violation des droits garantis à son client aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 9 du Pacte. Il faisait valoir également que le recours présenté le 30 décembre 2008 contre la décision du 27 novembre 2008 par laquelle le Procureur général adjoint avait ordonné le placement en détention provisoire de l'auteur n'avait été transmis au tribunal que le 9 janvier 2009, alors que le délai prévu au paragraphe 3 de l'article 143 du Code de procédure pénale est de soixante-douze heures.

2.6 Le 20 janvier 2009, le tribunal municipal de Minsk a rejeté le recours en date du 15 janvier 2009 pour les mêmes motifs que ceux invoqués par le tribunal du district central de Minsk (voir plus haut, par. 2.4), sans examiner les griefs soulevés par le conseil de l'auteur au titre de l'article 9 du Pacte. Dans sa décision, le tribunal rappelait entre autres qu'en vertu du paragraphe 1 de l'article 126 du Code de procédure pénale, toute personne soupçonnée d'une infraction punissable d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à deux ans est placée en détention provisoire. Le 4 décembre 2008, l'auteur avait été inculpé d'une infraction visée aux articles 16, paragraphes 4 et 6, et 431, paragraphe 1, du Code pénal et punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement; son placement en détention provisoire était donc « conforme » à cette inculpation. La décision du tribunal municipal de Minsk était définitive.

2.7 L'auteur dit avoir épuisé tous les recours internes qui lui sont ouverts.

<sup>1</sup> L'auteur ne fournit aucune pièce à l'appui de cette information.

**Teneur de la plainte**

3.1. L'auteur soutient que l'État partie l'a privé du droit d'être traduit dans le plus court délai devant un juge ou une autre autorité habilitée par la loi à exercer des fonctions judiciaires, qui lui est garanti en vertu du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte. Il n'a même pas été traduit devant le Procureur général adjoint, qui a approuvé son placement en détention provisoire le 27 novembre 2008 sans que son conseil ou lui-même ne soient présents.

3.2. L'auteur soutient également avoir été privé du droit d'introduire un recours devant un tribunal afin que celui-ci statue sans délai sur la légalité de sa détention, qui lui est garanti en vertu du paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte. Il fait valoir que le tribunal du district central de Minsk, lorsqu'il a examiné son recours le 10 janvier 2009, n'a en fait pas statué sur la légalité de sa détention et n'a pas répondu à l'argument invoqué par son conseil, à savoir que le Bureau du Procureur général avait approuvé le placement en détention provisoire sans démontrer que l'auteur, à défaut de faire l'objet de cette mesure, risquait de se soustraire à la justice ou d'entraver le cours de l'enquête. L'auteur renvoie au paragraphe 1 de l'article 117 du Code de procédure pénale, qui dispose qu'une mesure de contrainte est appliquée lorsque des éléments de preuve permettent de conclure qu'une personne soupçonnée ou accusée d'une infraction entraverait le cours de l'enquête si elle était laissée en liberté, par exemple en exerçant des pressions inopportunes sur d'autres personnes impliquées dans la procédure pénale.

**Observations préliminaires de l'État partie**

4.1. Dans une note du 13 juillet 2010, l'État partie indique, entre autres, qu'il « ne voit pas sur quel fondement juridique pourrait se poursuivre l'examen de cette communication ». Il ajoute qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que la communication reçue par le Comité émane du particulier concerné et qu'il « semble évident » qu'elle a été établie par une tierce partie (et non par le particulier lui-même), ce qui est contraire à l'article premier du Protocole facultatif. L'État partie demande au Comité de préciser quels liens unissent l'auteur de la communication et l'avocat que celui-ci a désigné comme personne de contact autorisée à recevoir du Comité des renseignements confidentiels sur la plainte. Il lui demande aussi de préciser quels articles du Protocole facultatif régissent la question de la transmission directe par le Comité de renseignements confidentiels à des particuliers et à des tiers.

4.2. Par une note verbale en date du 10 août 2010, le Comité a, entre autres, informé l'État partie que le Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires considérait qu'il n'y avait aucun obstacle à la recevabilité au regard de l'article premier du Protocole facultatif, puisque la communication était dûment signée par l'auteur lui-même et que rien dans le Protocole facultatif, dans le règlement intérieur du Comité ou dans ses méthodes de travail n'empêchait l'auteur, s'il le souhaitait, de donner une autre adresse que la sienne à des fins de correspondance. Le Comité invitait l'État partie à lui soumettre ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication dans le délai imparti.

4.3. Dans une note verbale en date du 3 septembre 2010, l'État partie indique, notamment, qu'il ne donnera pas d'autre suite à la communication tant que le Comité n'aura pas répondu de manière détaillée à toutes les questions qu'il lui a posées dans sa note du 13 juillet 2010. Il ajoute qu'il a respecté les obligations qui sont les siennes au titre de l'article premier du Protocole facultatif. Il prend note de la position du Rapporteur spécial chargé des nouvelles communications et des mesures provisoires concernant l'absence d'obstacles à la recevabilité de la communication au regard du Protocole facultatif, mais estime qu'il s'agit là d'un point de vue personnel du Rapporteur spécial, qui n'emporte et ne saurait emporter aucune obligation juridique

pour les États parties au Pacte. L'État partie fait observer en outre qu'il n'a soulevé aucune question au sujet des adresses communiquées aux fins de la correspondance s'agissant de la présente communication; en revanche, il a demandé au Comité de préciser quels liens unissaient l'auteur à la tierce partie mentionnée et sur quel fondement celle-ci avait été désignée comme personne de contact autorisée à recevoir du Comité des renseignements confidentiels. Enfin, l'État partie appelle l'attention du Comité sur le fait qu'il a reconnu sa compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de sa juridiction qui se déclarent victimes d'une violation par l'État partie de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte, et non pas des communications émanant d'autres personnes (tierces parties). L'État partie déclare n'avoir accepté aucune autre obligation au titre de l'article premier du Protocole facultatif et se refuse par conséquent à examiner plus avant la présente communication, entre autres.

4.4 Par une lettre datée du 28 octobre 2010, le Président du Comité a fait savoir entre autres choses à l'État partie que la communication avait été dûment signée par l'auteur, qui était lui-même la victime présumée. À propos de la décision de l'auteur de désigner une tierce partie pour recevoir en son nom la correspondance émanant du Comité, le Président a fait observer que rien dans le Protocole facultatif n'empêchait l'auteur d'une communication de donner une autre adresse que la sienne à des fins de correspondance ou de désigner une tierce partie pour recevoir en son nom la correspondance émanant du Comité. À cet égard, le Président soulignait que, conformément à la pratique établie du Comité, les auteurs de communications sont autorisés à désigner des représentants de leur choix, qui ne résident pas nécessairement sur le territoire de l'État partie concerné, non seulement pour recevoir leur correspondance, mais également pour les représenter devant le Comité. Enfin, l'État partie était de nouveau invité à soumettre ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication. Un premier rappel lui a été adressé en ce sens le 20 décembre 2010.

4.5 Dans une note verbale en date du 6 janvier 2011, l'État partie rappelle qu'il a déjà à plusieurs reprises exprimé au Comité sa préoccupation légitime face à l'enregistrement injustifié de communications individuelles. Cette préoccupation vise essentiellement les communications émanant de particuliers qui, de manière délibérée, n'ont pas épuisé tous les recours disponibles dans l'État partie, alors qu'ils auraient pu, notamment, former un recours auprès du Bureau du Procureur au titre de la procédure de contrôle des décisions passées en force de chose jugée<sup>2</sup>.

4.6 En outre, l'État partie fait observer que l'enregistrement de communications présentées par une tierce partie, comme un conseil, au nom de particuliers qui allèguent une violation de leurs droits constitue incontestablement un abus du mandat du Comité ainsi que du droit de présenter des communications; l'enregistrement de telles communications est contraire à l'article 3 du Protocole facultatif. L'État partie ajoute que, s'il est partie au Protocole facultatif et a reconnu la compétence du Comité prévue à l'article premier de ce texte, il n'a jamais consenti à l'élargissement du mandat du Comité. Il relève à ce propos que le Comité donne une « interprétation partielle et large » des dispositions contenues dans le Pacte et le Protocole facultatif, alors que l'interprétation de ces instruments internationaux doit être strictement conforme aux articles 31, 32 et 33 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Pour l'État partie, l'interprétation correcte à donner du préambule et de l'article premier du Protocole facultatif est que seules les communications présentées par des particuliers (et non par leurs représentants) peuvent être enregistrées par le Comité. Il s'ensuit qu'il rejettera toute communication enregistrée par le Comité en violation des

<sup>2</sup> L'État partie invoque à ce sujet l'article 2 du Protocole facultatif. Il fait là une observation générale, qui ne semble pas viser directement la présente communication.

dispositions des instruments susmentionnés et considérera comme juridiquement non valide toute décision prise par le Comité au sujet de communications ainsi rejetées.

4.7 Le 25 janvier 2012, l'État partie a réaffirmé les arguments déjà exposés dans sa note verbale en date du 6 janvier 2011 et fait savoir qu'il considérerait toute communication enregistrée en violation des articles 2 et 5 du Protocole facultatif comme étant incompatible avec celui-ci et qu'il la rejetterait sans faire d'observations sur la recevabilité ou sur le fond.

### **Délibérations du Comité**

#### *Absence de coopération de la part de l'État partie*

5.1 Le Comité prend note des arguments de l'État partie, à savoir qu'il n'existe pas de fondement juridique à l'examen de la communication de l'auteur étant donné que celle-ci a été enregistrée en violation de l'article premier du Protocole facultatif; que l'État partie n'est pas tenu de reconnaître le règlement intérieur du Comité ni l'interprétation que ce dernier fait des dispositions du Protocole facultatif; et que toute décision du Comité concernant la présente communication sera considérée comme « non valide » par ses autorités. Le Comité note également que, pour l'État partie, l'enregistrement de communications présentées par une tierce partie (conseil ou autre personne) au nom de particuliers qui allèguent une violation de leurs droits constitue un abus du mandat du Comité ainsi que du droit de présenter des communications.

5.2 Le Comité rappelle que l'article 39 (par. 2) du Pacte l'autorise à établir son propre règlement intérieur, que les États parties sont convenus d'accepter. Il relève également que tout État partie qui adhère au Protocole facultatif reconnaît que le Comité a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers qui se déclarent victimes de violations de l'un quelconque des droits énoncés dans le Pacte (préambule et article premier du Protocole facultatif). Le Comité fait observer en outre qu'un État partie qui refuse à un particulier le droit de se faire représenter par un conseil de son choix (ou par une tierce personne désignée à cette fin) manque aux obligations que lui impose le Protocole facultatif. En adhérant au Protocole facultatif, les États parties s'engagent implicitement à coopérer de bonne foi avec le Comité pour lui permettre et lui donner les moyens d'examiner les communications qui lui sont soumises et, après l'examen, de faire part de ses constatations à l'État partie et au particulier concerné (art. 5, par. 1 et 4). L'adoption par un État partie d'une mesure, quelle qu'elle soit, qui empêche le Comité de prendre connaissance d'une communication, d'en mener l'examen à bonne fin et de faire part de ses constatations est incompatible avec ces obligations<sup>3</sup>. C'est au Comité qu'il appartient de déterminer si une communication doit être enregistrée. Le Comité relève qu'en n'acceptant pas sa compétence pour décider de l'opportunité d'enregistrer une communication et en déclarant à l'avance qu'il n'acceptera pas sa décision concernant la recevabilité et le fond de cette communication, l'État partie manque aux obligations qui lui incombent au titre de l'article premier du Protocole facultatif.

#### *Examen de la recevabilité*

6.1 Avant d'examiner toute plainte soumise dans une communication, le Comité des droits de l'homme doit, conformément à l'article 93 de son règlement intérieur, déterminer si la communication est recevable en vertu du Protocole facultatif.

<sup>3</sup> Voir les communications n° 869/1999, *Piandiong et consorts c. Philippines*, constatations du 19 octobre 2000, par. 5.1, n°s 1867/2009, 1936/2010, 1975/2010, 1977/2010, 1978/2010, 1979/2010, 1980/2010, 1981/2010 et 2010/2010, *Levinov c. Bélarus*, constatations du 19 juillet 2012, par. 8.2, et n° 1948/2010, *Turchenyak et consorts c. Bélarus*, constatations du 24 juillet 2013, par. 5.2.

6.2 Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) de l'article 5 du Protocole facultatif, que la même affaire n'était pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

6.3 Le Comité note que l'auteur affirme avoir épuisé tous les recours internes utiles qui lui étaient ouverts. En l'absence d'objection de la part de l'État partie, le Comité considère que les conditions énoncées au paragraphe 2 b) de l'article 5 du Protocole facultatif sont remplies.

6.4 Le Comité considère que l'auteur a suffisamment étayé aux fins de la recevabilité le grief qu'il soulève au titre des paragraphes 3 et 4 de l'article 9 du Pacte. En l'absence d'observations à ce sujet de la part de l'État partie, il déclare que la communication est recevable et procède à son examen sur le fond.

#### *Examen au fond*

7.1 Conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Protocole facultatif, le Comité a examiné la présente communication en tenant compte de toutes les informations qui lui ont été communiquées par les parties.

7.2 Le Comité note que l'auteur, après avoir été arrêté le 27 novembre 2008, a fait l'objet d'une mesure de placement en détention provisoire qui a été approuvée le même jour par le Procureur général adjoint. Le Comité renvoie à son observation générale n° 35, dans laquelle il déclare qu'il est inhérent au bon exercice du pouvoir judiciaire que celui-ci soit assuré par une autorité indépendante, objective et impartiale par rapport aux questions traitées<sup>4</sup> et qu'un procureur ne peut pas être considéré comme une autorité habilitée à exercer des fonctions judiciaires au sens du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte<sup>5</sup>. Le Comité conclut par conséquent qu'en l'espèce, l'auteur a été privé du droit d'être traduit dans le plus court délai devant un juge après avoir été arrêté pour infraction pénale, qui lui est garanti en vertu du paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte.

7.3 Le Comité note également que le recours formé par l'auteur devant le tribunal du district central de Minsk pour contester la décision par laquelle le Procureur général adjoint avait ordonné son placement en détention provisoire a été transmis au Bureau du Procureur général le 30 décembre 2008. Il note en outre, comme l'a souligné l'auteur, qu'en vertu des dispositions du droit interne<sup>6</sup>, le Bureau du Procureur général était tenu de transmettre le recours de l'auteur au tribunal dans un délai de soixante-douze heures à compter de sa réception. Pourtant, l'appel en question n'a été transmis au tribunal que le 9 janvier 2009. Le Comité renvoie à son observation générale n° 35 dans laquelle il déclare que le droit d'engager une action s'applique en principe dès le moment de l'arrestation<sup>7</sup>. Le jugement devrait avoir lieu le plus rapidement possible<sup>8</sup>. À la lumière de cette considération, le Comité estime que dans les circonstances de l'espèce, le délai de dix jours qui s'est écoulé avant que le Bureau du Procureur général transmette le recours de l'auteur au tribunal constitue une violation des droits que l'auteur tient du paragraphe 4 de l'article 9 du Pacte.

<sup>4</sup> Voir CCPR/C/GC/35, par. 32. Voir aussi les communications n° 1178/2003, *Smantser c. Bélarus*, constatations du 23 octobre 2008, par. 10.2, n° 1100/2002, *Bandajevsky c. Bélarus*, constatations du 28 mars 2006, par. 10.3, et n° 521/1992, *Kulomin c. Hongrie*, constatations du 22 mars 1996, par. 11.3.

<sup>5</sup> Voir CCPR/C/GC/35, par. 32. Voir aussi la communication n° 1178/2003, *Smantser c. Bélarus*, constatations du 23 octobre 2008, par. 10.2.

<sup>6</sup> Voir le Code de procédure pénale de la République du Bélarus, art. 143.

<sup>7</sup> Voir CCPR/C/GC/35, par. 42.

<sup>8</sup> Ibid., par. 47.

8. Le Comité des droits de l'homme, agissant en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, constate que l'État partie a violé les droits qui sont garantis à l'auteur en vertu des paragraphes 3 et 4 de l'article 9 du Pacte.

9. Conformément au paragraphe 3 a) de l'article 2 du Pacte, l'État partie est tenu d'assurer à l'auteur un recours utile, y compris sous la forme d'une réparation adéquate. Il est en outre tenu de prendre des dispositions pour que des violations analogues ne se reproduisent pas.

10. En adhérant au Protocole facultatif, l'État partie a reconnu que le Comité a compétence pour déterminer s'il y a ou non violation du Pacte. Conformément à l'article 2 du Pacte, il s'est engagé à garantir à tous les individus se trouvant sur son territoire et relevant de sa juridiction les droits reconnus dans le Pacte et à assurer un recours utile et exécutoire lorsqu'une violation a été établie. En conséquence, le Comité prie l'État partie de lui fournir, dans un délai de cent quatre-vingts jours, des renseignements sur les mesures prises pour donner effet aux présentes constatations. L'État partie est invité en outre à rendre celles-ci publiques et à les diffuser largement sur son territoire en biélorusse et en russe.



## Appendice

[Original : espagnol]

### **Opinion individuelle (concordante) signée de Fabián Omar Salvioli**

1. Je souscris pleinement aux réflexions formulées et aux conclusions tirées par le Comité au sujet de l'affaire *Timoshenko c. Bélarus* (communication n° 1950/2010).
2. Au paragraphe 6.3 de sa décision, le Comité note que l'auteur affirme avoir épuisé les voies de recours internes et que l'État partie n'a pas émis d'objection à cette affirmation.
3. On comprend bien que le paragraphe 2 de l'article 5 du Protocole facultatif doive être lu à la lumière du paragraphe 1 de cet article. Ainsi, ce sont les informations écrites communiquées par les parties (art. 5, par. 1) qui doivent guider la décision du Comité quant au respect des deux conditions de recevabilité posées, à savoir que la même affaire ne soit pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement [art. 5, par. 2 a)] et que tous les recours internes disponibles aient été épuisés [art. 5, par. 2 b)]. Par conséquent, si l'État partie n'exprime pas sa position sur ces deux points, il renonce tacitement au droit de soulever les exceptions préliminaires correspondantes, et le Comité doit dès lors accorder foi aux affirmations de l'auteur en déclarant la communication recevable et en procédant à son examen au fond.
4. Si tel n'était pas le cas, le Comité devrait entreprendre des recherches qui se révéleraient impossibles à mener pour vérifier que les recours internes ont bien été épuisés (même en l'absence d'allégation de l'État partie, passer en revue tout le droit interne de l'État considéré, les recours juridictionnels qu'il prévoit et la manière dont ceux-ci sont traités par les tribunaux) ou s'assurer que la même affaire n'est pas déjà en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement, ce qui nécessiterait non seulement la mise en place d'une coordination avec d'autres organes internationaux ou régionaux, mais aussi un examen approfondi des affaires soumises aux fins d'établir avec certitude que l'affaire considérée est exactement la même – une tâche que le Comité ne pourrait déléguer à aucun autre organe.